

Henri Brugmans, Former des cadres pour l'Europe

Légende: En janvier 1950, commentant les débats de la conférence européenne de la culture organisée à Lausanne du 8 au 12 décembre 1949, le Néerlandais Henri Brugmans, président de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), insiste dans *Fédération* sur la nécessité de former une élite de jeunes cadres pour l'Europe et détaille les principes d'une telle formation qui, selon lui, devrait être dispensée au Collège d'Europe à Bruges.

Source: *Fédération*. Revue de l'ordre vivant. dir. de publ. Richard, Max. Janvier 1950, n° 60. Paris: Imprimerie de la Seine.

Copyright: (c) Fédération

URL: http://www.cvce.eu/obj/henri_brugmans_former_des_cadres_pour_l_europe-fr-0f20b6f2-acc9-45b4-995d-dca7a5d8d148.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

A propos du collège de Bruges

Former des cadres pour l'Europe

Henri Brugmans

Dans toute société, petite ou grande, les cadres forment le squelette de l'organisme et assurent la continuité d'une existence collective. Aucune association — même doctrinalement anarchiste — ne subsiste sans comité directeur, sans hiérarchie, sans « responsables ». Le tout est de savoir si les dirigeants, d'une part, jouissent d'une confiance généreusement accordée par leurs mandants ; et, d'autre part, peuvent être destitués par ceux-ci.

Ces conditions s'appliquent à toute organisation quelle qu'elle soit, publique ou privée, et en tout cas dès que des intérêts matériels sont en cause (cotisations, impôts, etc...).

Le danger d'un collectivisme amorphe est particulièrement grand à notre époque qui a vu le travail manuel diminuer au profit de l'administration, et naître les grandes organisations de masse, économiques, politiques et sociales. Plus que jamais, il est essentiel que les « responsables » soient contrôlés par une démocratie effective (sinon, ils deviennent technocrates) et, d'autre part, puissent assumer en fait les tâches pour l'exercice desquelles ils sont compétents (sinon, ils sombrent dans la démagogie ou l'inertie). Nous avons besoin de dirigeants capables de nous guider à travers une période de transition : la nostalgie de l'« homme fort » et la tentation du totalitarisme viennent de là.

Or l'Europe actuelle manque terriblement de « dirigeants » et de « responsables ». Elle ne sait plus comment ils pourraient être faits. Elle a connu autrefois l'idéal humain du « chevalier », du « moine », du « corteggiano », du « gentleman » et de l'« honnête homme », mais depuis l'époque bourgeoise il n'a plus existé qu'une classe possédante, enviée et crainte, non point d'« aristocratie » dont le principe moral aurait été accepté par tous. Peu importe de savoir s'il y eut ou non beaucoup de mauvais chevaliers, moines, etc..., car s'ils étaient « mauvais », ce fut précisément en fonction d'une image idéale, par rapport à laquelle ils étaient jugés. Or, une telle image manque aujourd'hui. De là notre idolâtrie de l'« expert ».

Pourtant, l'Europe future ne vivra pas sans cadres moraux, dont l'autorité tient au fait qu'ils incarnent non seulement des compétences techniques, mais aussi et surtout une conscience civique exemplaire. Ces compétences consistent en la capacité de prévoir les problèmes qui se poseront, d'y avoir réfléchi par avance, de proposer, au moment opportun, des solutions adéquates et possibles. Mais, en même temps, les chefs de la démocratie fédérale doivent prendre au sérieux les principes élémentaires d'un mode de vie qu'en théorie nous voulons tous défendre, mais qui reste abstrait s'il ne prend corps en des hommes. De tels cadres ne peuvent pas être créés *ex nihilo*, mais on peut les susciter, les grouper et les orienter en les inspirant.

Une telle formation des cadres est donc nettement dirigée vers un but et se met au service d'une idée, d'un mouvement, d'un devenir historique. Dans notre esprit il ne peut donc s'agir d'une super-université internationale prétendument « neutre », ayant la nostalgie de se soustraire aux angoisses de l'époque. Il s'agit d'un enseignement à base scientifique, mais destiné à donner aux futurs dirigeants et militants de l'Europe :

- une connaissance concrète des données européennes existantes ;
- une certaine technique politique, d'ailleurs encore insuffisamment élaborée jusqu'ici ;
- une notion concrète de leur responsabilité morale.

D'abord donc : information historique, géographique et psychologique.

Pour pouvoir diriger des Européens ou des affaires européennes, il faut connaître la géographie humaine de

nos peuples et leur passé qui explique leur présent. Il faut pouvoir confronter leurs particularités nationales, psychologiques et institutionnelles, afin de dévaluer progressivement ce qui divise et sépare, en évaluant ou en réévaluant à leur juste prix ce qui forme la richesse multiple des nations historiquement constituées. La pensée fédéraliste, en effet, loin d'être un cosmopolitisme abstrait, se base sur les réalités nationales et régionales et se doit d'en respecter, d'en développer même, les autonomies légitimes. Mais avant d'agir, il faut connaître.

Ensuite : recherche d'une technique politique. En commençant par faire le point de l'actualité historique, nous analyserons les problèmes qui se posent en mesurant ce qu'ils comportent à la fois de classique et d'inédit. Nous montrerons que toute solution dogmatique est fautive par avance, puisqu'elle refuse d'envisager la diversité et l'évolution, phénomènes essentiels de toute société libre. Au contraire, nous les mettons à la base de notre action, en défendant l'homme contre l'« appareil », l'autonomie contre la centralisation, les libertés contre l'étatisme. Mais, en même temps, nous défendons l'ordre contre le chaos, la justice contre le droit du plus fort, l'homme – toujours – contre ses oppresseurs. Et c'est une telle tension entre les principes complémentaires, inséparables, d'émancipation et de discipline, qui animera et orientera la vie européenne.

Enfin, formation morale. Précisons qu'il ne peut s'agir ni d'une *Schöngesterei* quelconque, ni d'un nationalisme spirituel européen, ni d'un puritanisme imposé du dehors. Loin de nous de vouloir juger les intentions et les actes, afin de mettre au pinacle un *homunculus europeus* abstraitement « vertueux ». Pourtant Montesquieu avait bien vu que les démocraties ne subsistent que par leur civisme. Civisme – si nous réussissons à le susciter – qui n'aura rien de géographiquement clos. Mais l'Europe est l'endroit du globe où la conscience collective et le sens des libertés se sont affirmés historiquement avec le plus de force et se trouvent aujourd'hui le plus gravement menacés. C'est d'elle que jaillira une étincelle.

Au centre de cette conception civique, indispensable à toute renaissance européenne, se trouve d'idée de l'homme personnellement responsable de ses actes, accomplissant une mission concrète dans les communautés dont il fait partie, aspirant à choisir librement sa voie vers plus de véracité, de charité et de justice. En effet, aucune liberté constitutionnelle ou institutionnelle ne subsistera sans liberté spirituelle à la base, c'est-à-dire sans la notion d'un choix moral possible, devant être effectué avec un maximum de conscience, de franchise, de « désentrave », sans se laisser entièrement déterminer par les puissances économiques et politiques de l'heure.

Certes un tel choix prend des modalités et des formes variables, conditionnées par une époque, un milieu social et un pays déterminés. Jamais il n'est pur et même les actes libérateurs créent des illusions, des servitudes et des injustices nouvelles. Pourtant, cet effort continuellement repris ne cesse d'opposer à l'ordre — ou au désordre — existant, des tempéraments, des générations, des couches sociales révolutionnaires qui sauvent la cité du « tout-fait » et du « millénaire ». Mais de tels combats ne justifieraient point les sacrifices qu'ils coûtent, si l'homme social était tout l'homme, si le bien et mal ne constituaient que des catégories d'utilité historique, si l'humanité n'avait pour mission de se transcender, en obéissant à des impératifs absolus.

En conclusion, les « étudiants de l'Europe » doivent d'abord se pencher sur la réalité sociologique de notre continent ; ils doivent en connaître la carte économique, politique, institutionnelle et psychologique. Ils doivent ensuite se familiariser avec les problèmes de l'heure, de demain et d'après-demain en prenant pour fil conducteur un principe appelé « de subsidiarité » dans les Encycliques, mais que l'on retrouve également dans la pensée calviniste comme dans le socialisme libertaire : principe de l'autorité multiple s'opposant au pouvoir unitaire, principe de l'autonomie maxima aux communautés constitutives de la cité. Enfin, en tant que futurs « responsables », ils doivent se placer devant un impératif moral inéluctable.

Développer la conscience des diversités qui subsisteront et des harmonisations à opérer – préciser une doctrine souple, réaliste et précise – animer une foi en combattant le préjugé sceptique qui paralyse : voilà les tâches qui sont devant nous. Il faut les accomplir en se basant sur les communautés existantes, nationales,

régionales, syndicales et professionnelles. L'inspiration est partout la même ; la méthode de travail varie. Quant au moteur central, il devrait se trouver au Collège de Bruges, comparable pour l'Europe à ce qu'est l'Institut Lénine pour le monde russe. Avec cette différence, cependant, qu'à Moscou on dresse des recrues politiques et que nous entraînerons des militants, responsables devant des hommes libres.